

Lettre Circulaire No 96

Juillet 2002

Chers collègues

J'ai le plaisir de partager avec vous la présente lettre circulaire, afin de vous tenir au courant des activités de notre Société.

Comité Exécutif

La prochaine réunion du Comité exécutif se tiendra à Stockholm, le 3 Septembre 2002. Le Comité Exécutif se réunira de 9.30 à 17 à heures à l'Industrihuset, Storgatan 19 (dans le centre de Stockholm, (Métro Östermalms torg). L'interprétation en Français et en Anglais est assurée. Après la réunion du Comité exécutif il y aura une réception à l'Aula Magna de l'Université, qui est aussi le siège du prochain Congrès régional européen du Droit du travail et de la sécurité sociale.

A l'ordre du jour du Comité Exécutif figurent les points suivants:

1. Rapport d'activités, par le Président.
2. Rapport financier de la Trésorière.
3. Admission de nouveaux membres : Sollicitude de l'Association Australienne du Droit du Travail.
4. Nomination du Bureau pour la période 2003-2006.
5. Information sur le VII e. Congrès Européen du Droit du Travail et de la Sécurité Sociale, Stockholm, 4-6 Septembre 2002, présentée par le Comité organisateur du Congrès.
6. Prochains congrès:
 - a. Information sur le XVII e Congrès Mondial, Montevideo, 2003, présentée par le Comité organisateur du Congrès;
 - b. Date et ordre du jour des VI e. Congrès Américain, Mexico, 2004, le VIII e. Congrès Asien Taipei 2004, et le VIII e. Congrès Européen, Bologne, 2005 (pour décision);
 - c. Date et ordre du Jour du XVIII e. Congrès Mondial, Paris, 2006 (pour première discussion).
7. Autres réunions (y compris des réunions de juges).
8. Reforme des statuts de la SIDTSS.
9. Publication des congrès et conférences.
10. Groupes d'études.
11. Divers.

Réforme de nos statuts

Dans ma lettre circulaire No. 95 je vous ai fait part des observations et propositions reçues de plusieurs de nos vice-présidents et présidents d'honneur. Depuis, j'ai reçu quelques commentaires et observations de nos associés argentins et marocains, qui sont joints à cette lettre circulaire. Le texte du projet des statuts révisés a été distribué avec ma [lettre circulaire No. 95](#). Il peut aussi être consulté en ligne, sur [notre site Web](#).

Election du Président de la SIDTSS pour la période 2003-2006

Les Professeurs Alvin Goldman, Brian Langille et Pierre Verge, au nom de nos associations américaine et canadienne, ont soumis la candidature du Professeur Clyde Summers (US). J'ai contacté le Professeur Summers, qui a accepté cette nomination, laquelle a été, par conséquent, dûment enregistrée.

Le CV du Professeur Clyde Summers est joint à cette lettre circulaire.

[VII e. Congrès Européen, Stockholm \(Suède\) 4-6 Septembre 2002](#)

Veillez vous référer à la brochure en ligne de ce Congrès: <http://www.labourlaw2002.org>. Les thèmes du Congrès sont les suivants :

Thème I. L'autonomie de la négociation collective – sa relation avec les lois, les traités internationaux, les accords d'entreprise, les contrats individuels, etc.

Thème II. Justifications à la discrimination sexuelle dans la vie active

Thème III. La liberté de circulation et le transfert des droits de sécurité sociale

Droits d'inscription pour ce Congrès

Les droits d'inscription, TVA non comprise, sont comme suit :

Inscriptions reçues et payées avant le 15.06.02 : SKR 2,560 (environ us\$ ou € 260) ;

Inscriptions reçues et payées après le 15.06.02 : SKR 3,560 (environ us\$ ou € 365).

Les participants domiciliés dans l'Union européenne devront ajouter 25% de TVA. Toutefois, les droits d'inscription payés par des entreprises ou autres entités assujetties à la TVA dans l'Union européenne, à l'exception de la Suède, n'auront pas à ajouter la TVA.

Je souhaite remercier les organisateurs du Congrès, qui ont accepté d'exempter les boursiers de notre Société du paiement de leurs droits d'inscription.

Bourses de la SIDTSS pour participer à ce Congrès

Je félicite les jeunes chercheurs et professeurs du Droit du Travail, qui ont bénéficié de nos dix bourses afin de participer à ce congrès:

Mme. Luminita Elena DIMA (Roumanie)

Mme. Ivanna GRGUREV (Croatie)

M. Viktor GOTOVAC (Croatie)

Mme. Zhanna GORBACHEVA (Fédération de Russie)

M. Peter HURKA (République Tchèque)

M. Senad JASAREVIC (Yougoslavie)

M. Arnaud KAYEMBE (République démocratique du Congo)

M. Yaraslau V. KRIVOY (Biélorus)

M. Leszek MITRUS (Pologne)

Mme. Kübra Dogan YENISEY (Turquie)

Informations de dernière minute

J'ai reçu l'information suivante de la part du Professeur Kent Källstrom:

Un certain nombre de bourses pour étudiants sont encore disponibles. Nos collègues sont invités à en informer leurs étudiants.

Les rapports pour le Congrès seront disponibles sur son [site Web](#) dès le 10 août.

L'interprétation simultanée dans les quatre langues du congrès sera disponible pendant les séances plénières et la moitié des ateliers de travail.

[XVII e. Congrès mondial, Montevideo, 2-5 Septembre 2003](#)

La brochure électronique du Congrès est déjà disponible, à l'adresse Web suivante: <http://www.congresomontevideo2003.com>

Les adresses du courrier électronique du Congrès sont les suivantes:

XVII_conglab@netgate.com.uy et easy@adinet.com.uy

L'ordre du jour est le suivant

Thème I. Les agents de la négociation collective

Rapporteurs généraux: Professeur Yasuo Suwa (Japon), Professeur Mario Grandi (Italie)

Thème II. Droit du travail et droits fondamentaux de la personne

Rapporteurs généraux: Professeur Fernando Valdés dal Ré (Espagne), Professeur José Francisco Siqueira Neto (Brésil)

Thème III. Protection sociale des sans-emploi

Rapporteurs généraux: Professeur Gérard Pougoué (Cameroun), Professeur Mario Pasco Cosmópolis (Pérou)

Table Ronde: Le Droit du travail face aux nouvelles formes d'organisation des entreprises (groupes d'entreprises, entreprises satellites, externalisation, travail en réseau)

Modérateur: Professeur Francisco Walker Errázuriz (Chili)

VIII e. Congrès régional asien, Taipei, 2004

J'ai reçu l'information suivante, de la part de M. Stephen Kang, du Comité organisateur du Congrès:

Un Comité d'organisation a été constitué récemment, et a tenu sa première réunion le 17 mai, sous la présidence du Président de notre association. Il a notamment nommé un comité scientifique, pour s'occuper des thèmes du Congrès et de la nomination des rapporteurs. Une première réunion du Comité scientifique a été fixée pour le 20 juin, sous la présidence du Prof. Dr. Yuen-Chin Hwang. Les thèmes à proposer seront consultés avec les autres membres asiatiques du Comité exécutif. Pour ce qui est des dates, le Comité d'organisation propose que le Congrès se tienne à la mi-février 2004.

Si possible, nous irons à Stockholm, et prendrons part aux discussions du Comité exécutif.

V e. Congrès régional américain, Mexico, 2004

Un Comité d'organisation de ce Congrès a été constitué. Nos collègues Néstor de Buen Lozano (Président), Jorge de Presno, Patricia Kurczyn et Hugo Italo Morales en font partie. Il présentera des propositions sur la date et les thèmes du Congrès, pour que le Comité exécutif puisse en prendre une décision lors de sa prochaine réunion à Stockholm.

VIII e. Congrès régional européen, Bologne 2005

J'ai reçu le message suivant du Professeur Carinci:

Cher M. Arturo Bronstein,

J'ai le plaisir de vous informer que notre Comité exécutif propose formellement Bologne comme un possible lieu en vue de tenir le VIII e Congrès régional européen du Droit du travail en 2005.

Tenant compte des traditions de notre Société internationale, nous suggérons comme date possible la fin du mois de septembre (21-23).

Compte tenu des thèmes déjà discutés lors des derniers congrès de la SIDTTS, nous proposons le suivants:

Les nouvelles frontières des droits des travailleurs à l'information et la consultation.

Le droit à l'intimité dans le lieu de travail, ou Les procédures pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la législation sociale dans l'Union européenne.

Transfert d'entreprises: un compromis délicat entre la protection individuelle, le marché du travail et le développement économique.

Bien entendu, il ne s'agit que des suggestions qui peuvent être adaptées ou modifiées de la manière la plus appropriée possible.

Nous considérons confier les arrangements logistiques à Bologna Congressi, qui est l'organisateur de congrès les plus important à Bologne (web site www.bolognacongressi.it).

Je me tiens à votre disposition pour toute information supplémentaire. Merci beaucoup.

Franco Carinci

Lettre de notre Trésorière

Notre Trésorière, Professeur Irène Asscher-Vonk, attire votre attention sur ce qui suit :

Les cotisations sociales sont dues par tous les Membres de notre Société, c'est à dire :

Les associations nationales,

Les membres individuels,

Les membres institutionnels

(voir art. 3 de nos statuts)

Montant de la cotisation

La cotisation annuelle est de 7 dollars des Etats-Unis pour chaque personne associée à une association nationale ou à un membre institutionnel de la SIDTSS, ou si elle est un membre individuel de la Société.

Forme de paiement

La cotisation annuelle est due à partir de janvier de chaque année. Son paiement doit être effectué à la Trésorière, accompagné d'un document contenant :

- Le nom du Membre (c'est à dire l'association nationale ou le membre institutionnel)
- Le nombre de personnes pour qui la cotisation est payée.

La cotisation doit être payée par virement bancaire à

ABN/AMRO

Postbus 97701

2509 GC Den Haag/La Haye

account nr 58.60.47.409

ISLLSS, treasurer Prof. Asscher-Vonk

Nouvelles du BIT

Des informations générales sur l'OIT peuvent être trouvées sur sa page
WEB: <http://www.ilo.org/public/french/index.htm>

Conférence internationale du Travail

La 90^e. Session de la Conférence s'est tenue à Genève du 3 au 20 juin 2002, sous la présidence de M. Jean-Jacques Elmiger, Secrétaire d'Etat, Département fédéral de l'économie de la Confédération Suisse. Entre autres questions traitées, la Conférence a notamment adopté une Recommandation sur la promotion des coopératives, qui remplace la recommandation No. 127 de l'OIT, adoptée en 1966, et limitée aux pays en développement. Dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, la Conférence a adopté un nouveau Protocole annexe à la convention No. 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et une recommandation mettant à jour la liste des maladies professionnelles, qui date de 22 ans. Ce Protocole invite les Etats membres prêts à le ratifier à «établir et à réexaminer périodiquement les prescriptions et procédures pour l'enregistrement des accidents du travail, des maladies professionnelles et, si cela arrive, des événements dangereux et des accidents de trajet.» Il leur demande également de publier des statistiques annuelles suivant des normes de classification compatibles avec les plus récentes normes internationales de l'OIT et autres organisations internationales compétentes.

Un communiqué de presse sur les travaux de la Conférence peut être consulté sur son site web, à l'adresse
suivante: <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inf/pr/2002/31.htm>

Les rapports soumis à la Conférence et les comptes-rendus de ses travaux sont disponibles sur sa page

Web: <http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc90/index.htm>

Moteur de recherche de la législation nationale et internationale du travail

La Bibliothèque du BIT a mis en ligne un moteur de recherche très puissant, pour la recherche de législation nationale et internationale du travail. Son adresse WEB est: <http://www.ilo.org/public/english/support/lib/howto/legislation.htm>

Workgate : <http://oracle02.ilo.org/dyn/workgate/wg.main>

Le site **WORKGATE** ouvre l'accès à une bibliothèque virtuelle offrant un accès à plus de 350 sites Internet et autres ressources électroniques.

Marco Biagi: Job Creation Policies at Local Level and the Role of the Social Partners in Europe (Politiques de création d'emplois au niveau local et le rôle des partenaires sociaux en Europe): Le [programme focal sur le dialogue social, la législation et l'administration du travail](#) vient de publier cet ouvrage de Marco Biagi, en anglais, qui a été sa dernière contribution au travail du BIT. Dans cet ouvrage Marco Biagi examine les tendances et les expériences les plus récentes en matière de dialogue social dans un groupe de pays européens. Des copies de cet ouvrage peuvent être demandées, à l'adresse e-mail : ifpdialogue@ilo.org

Le Directeur général m'a nommé Assesseur principal en politiques de législation du travail (Senior Labour Law Policy Adviser). Dans cette capacité j'ai été chargé de coordonner les activités d'assistance technique du Bureau aux Etats Membres en matière de révision de leur législation du travail, et de représenter le Bureau sur des questions concernant la politique de législation du travail.

[Nouvelles de l'Association Internationale des relations professionnelles, AIRP](#)

13 e. Congrès mondial: Berlin, Allemagne, du 8 au 12 Septembre, 2003. La brochure électronique de ce congrès est maintenant disponible à l'adresse suivante : <http://www.fu-berlin.de/iira2003/> Le thème central de ce congrès est intitulé: **Au-delà de l'emploi traditionnel: les relations professionnelles dans l'économie des réseaux.**

5 e. Congrès régional asien: L'Association des relations professionnelles de la République de Corée et le Institut coréen du travail seront les hôtes de ce congrès, qui se tiendra à Séoul, du 24 au 26 juin 2004. Le thème central du Congrès est intitulé: **Dynamique et diversité des relations du travail dans l'environnement de l'Asie et le Pacifique.** Les langues officielles seront l'anglais et le coréen. La brochure électronique du congrès est déjà disponible sur le site Web: <http://www.kli.re.kr/iira2004/>

D'autres informations sur l'AIRP peuvent être trouvées dans son site WEB:

<http://www.ilo.org/public/english/dialogue/infocus/iira/index.htm>

Nouvelles de l'Association internationale de sécurité sociale, AISS

L'Association internationale de sécurité sociale publie des recherches et donne son parrainage à de nombreuses réunions dans le domaine de la sécurité sociale et la

protection sociale. Une information très détaillée sur ses activités est mise à jour régulièrement sur son site WEB: <http://www.issa.int>

Nouvelles de nos membres

L'**Association australienne du droit du travail** organise une conférence à Melbourne, le 4 et 5 octobre, sur **La pratique du droit du travail dans la nouvelle économie**. Pour plus d'informations veuillez consulter le site Web de cette association:

<http://www.alla.law.unimelb.edu.au/>

La **Société du droit du travail d'Afrique du Sud** a nommé le Professeur Darcy du Toit, de l'Université de Western Cape, en tant que son représentant auprès de notre Comité exécutif. Voici les coordonnées du Professeur du Toit:

Professor Darcy du Toit
Faculty of Law
University of the Western Cape
Private Bag X17
Bellville
7535
South Africa
Tel: +27 21 959 3757
Fax: +27 21 959 2960
Email (work): ddutoit@uwc.ac.za
Jusqu'au 15 Décembre 2002: ddutoit@annekedutoit.dds.nl

Nouvelle adresse et contacts du **Professeur Antoine Lyon-Caen** (France):

62 boulevard Latour Maubourg
75007 PARIS
Phone: 33 (0)1 53 59 72 50 –
fax : 33 (0)1 53 59 72 53
e-mail lyoncaen@u-paris10.fr

Nouvelle adresse et contacts du Professeur **Eduardo López Huaila** (Bolivie)

Av. San Martín No. O-0233, 2º. Piso.
Casilla 3116
Cochabamba,
Bolivia.
Teléfs. 4224642,
Dom.4221221

FAX 591 04 422497.

E - mail: lopezhua@supernet.com.bo

Site WEB sur la législation du travail et les relations professionnelles des pays d'Europe Occidentale, y compris les pays candidats à l'UE :

La [Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail](#) publie en anglais son Observatoire des relations professionnelles en Europe ([European Industrial Relations Observatory](#)). Depuis juillet dernier la portée de cet observatoire a été élargie, afin de couvrir également les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. L'adresse du site web est : <http://www.eiro.eurofound.ie/>

* * * * *

Bien de salutations à toutes et à tous. J'espère vous voir bientôt à Stockholm.

Arturo Bronstein
Secrétaire général ai
Genève, le 31 Juillet 2002

CURRICULUM VITAE

CLYDE W. SUMMERS

Fordham Professor of Law

University of Pennsylvania

Address

Office: University of Pennsylvania

3400 Chestnut Street

Philadelphia, PA 19104

(215) 898-6867

Home: 753 N. 26th Street

Philadelphia, PA 19130

(215) 235-0476

Education

University of Illinois - B.S., 1939; J.D., 1942

Columbia University - L.L.M., 1946; J.S.D., 1952

Employment

University of Pennsylvania Law School, Fordham Professor of Law, 1975 -

Yale University Law School: Visiting Professor, 1956-57; Professor, 1957-65; Garver Professor 1965-1975

University of Minnesota, Visiting Professor 1974

University of Utah, Visiting Professor, Summer 1986

University of Puerto Rico, Visiting Professor, Summer, 1965; Spring 1990

University of Buffalo, College of Law, Assoc. Prof. 1949-54; Prof., 1954-56

N.Y.S.S. Industrial & Labor Relations School, Visiting Lecturer, 1953

University of Toledo, College of Law, Instr., 1942-44; Assist. Prof., 1944-45; Assoc. Prof. 1946-49

Honors and Awards

Liber Amicorum for Clyde Summers: The Changing Face of Labour Law and Industrial Relations, Nomos Publ., 1993.

Employee Advocate of the Year, National Employment Lawyers Association, 1991

Fulbright Fellowship, 1984-85

German Marshall Fellowship, 1977-78, 1981

Honorary Doctor of Laws, University of Stockholm, 1978

National Endowment of Humanities Fellowship, 1977-78

Honorary Doctor of Laws, University of Leuven, Belgium, 1966

Ford Faculty Fellow, 1963-64

Guggenheim Fellow, 1955-56

University Fellow, Columbia University, 1945-46

Lectureships

Carl E. Warns, Lecturer, University of Louisville (2001)

Higgins Lecture, Northwestern School of Law (2000)

Kenneth M. Piper Lecture, Chicago-Kent College of Law (1990)

Roy Ray Lecture, Southern Methodist University (1987)

David C. Baum Memorial Lecture, University of Illinois (1985)

Hugo Sinzheimer Lecture, Frankfurt, Germany (1983)

James McCormick Mitchell Lecture, University of Buffalo (1982)

Fifteenth Cleveland - Marshall Fund Scholar Lecture (1979)

Teaching and Lectures abroad

Faculty, University of Witswatersrand, Johannesburg, South Africa, Summer, 1992

Lectures and Seminars, Frankfurt University (Germany), 1977, 1978, 1980, 1985
(American Labor and Comparative Labor Law)

Lectures and Seminars, University of Stockholm (Sweden), 1956, 1964, 1977, 1982,
1985 (American Labor Law, Comparative Labor Law, Seminar on Comparative
Individual Rights)

Lectures and Seminars, University of Leuven (Belgium), 1963, 1966, 1977, 1985
(American Labor Law, Comparative Labor Law, Seminar on Comparative Legal
Methods)

Faculty, Salzburg Seminar (Austria), Summer 1978

Faculty, Institute of Comparative Labor Law, University of Trieste, Italy, Summer,
1969 (American and British Labor Law)

Other Lectures

University of Pachuca (Mexico) 1997

University of Seoul (Korea) 1993

University of Witwatersrand, University of Natal, University of Capetown, (South Africa) 1989 and 1992

University of Western Cape and Stellenbosch University, 1992

University of Warsaw (Poland), 1978, and 1990

University of Lodz, University of Wroclaw, Jagiellonian University in Kracow, Warsaw University, (Poland) 1990

University of Bologna (Italy) 1988

Uppsala University 1978, 1982, Lund University 1982 (Sweden)

Tokyo University, Sendai and Kobe Universities (Japan) 1984

University of Cologne (Germany), 1977

Professional and Scholarly Organizations and Positions

International Society for Labor Law and Social Security (Executive Committee, 1963-77, Chair, United States Branch (1988-2000)

American Bar Association (Secretary, Section on Labor

Relations Law, 1961-63)

American Law Institute, 1980-1985

National Academy of Arbitrators, 1964-

American Arbitration Association, Panel of Arbitrators, 1947-

American Association of University Professors (various local and national committees)

Public Positions

Connecticut State Labor Relations Board, Alternate Member, 1968-71 Connecticut Bd. of Mediation and Arbitration, Alternate Member, 1965-68

Connecticut Advisory Council on Employment Insurance, Chair, 1961-67

New York Governor's Commission on Improper Unions and Management Practices, Chair, 1957-59

Consultant to Department of Labor, Department of Housing Urban Development, Equal Employment Opportunities Commission, National Science Foundation, and various other governmental agencies or commissions

Consultant to Secretariat of Commission for Labor Cooperation (United States expert to evaluate North American Agreement on Labor Cooperation)

Other

Board of Directors, Association for Union Democracy, New York, NY

Board of Directors, Workers Defense League, New York, NY

Co-Editor, Comparative Labor Law Journal (1984-1997)

Selected Publications Related to Comparative Labor and Employment Law (partial list-since 1980)

-“Exclusive Representation: A Comparative Inquiry into a ‘Unique’ American Principle” in *Labour Law and Industrial Relations at the Turn of the Century*, at 569 (M. Weiss & C. Engels, eds. 1998)

-“Questioning The Unquestioned In Collective Labor Law”, 47 *Cath. U.L. Rev.* 791 (1998)

-Review of *Labour Law at the Crossroads: Changing Employment Relationships-Studies in Honor of Benjamin Aaron*, 19 *Comp. Lab. L. & Pol. J.* 677 (1998)

-“Worker Dislocation: Who Bears the Burden? A Comparative Study of Social Values in Five Countries”, 70 *Notre Dame L. Rev.* 1033 (1995)

-“Comparison of Collective Bargaining Systems: The Shaping of Plant Relationships and National Economic Policy”, 16 *Comp. Lab. L.J.* 467 (1995)

- “Employee Voice And Employer Choice: A Structured Exception To Section 8(a)(2)” 69 *Chicago-Kent L. Rev.* 129 (1993)
- “The Adversarial Character of American Labor Relations--Its Causes and Consequences”, in *Memorial Vol. for Ture Sigeman* (Univ. of Stockholm, 1993)
- Review, *Employment Rights in Britain and Europe: Selected Papers in Labour Law*, 21 *Indus. L.J.* 157 (1992)
- “Lord Wedderburn’s New Labour Law: An American Perspective,” 21 *Indus. L.J.* 157 (1992)
- “Patterns of Dispute Resolution: Lessons from Four Countries”, 12 *Comp. Lab. L.J.* 165 (1991)
- “Comparative Perspectives” in *Labor Law And Business Change* 139 (Samuel Estreicher & Daniel G. Collins eds., 1988)
- “An American Perspective of the German Model of Worker Participation”, 4 *Comp. Lab. L.J.* 333 (1987)
- “Comparisons in Labor Law: Sweden and the United States”, 7 *Indus. Rel. L.J.* 1 (1985)
- “Worker Participation in Sweden and the United States”, 133 *U. Pa. L. Rev.* 175 (1984)
- “The Usefulness of Unions in a Major Industrial Society”, 58 *Tul. L. Rev.* 1409 (1984)
- “Co-determination in the United States: A Projection of Problems and Potentials”, 4 *J. of Comp. Corp. L. & Securities Reg.* 155 (1982)
- “Worker Participation in the U.S. and West Germany: A Comparative Study from an American Perspective”, 28 *Amer. J. of Comp. L.* 367 (1980)

ANNEX II

Observations au projet de statuts révisés, présentées par M. le Professeur Abdellah BOUDAHRAIN, Maroc

Observations on the draft revised by-laws, made by Professor Abdellah
BOUDAHRAIN, Morocco

Observaciones al proyecto de estatutos revisados, presentadas por el Profesor
Abdellah BOUDAHRAIN, Marruecos

Article 7- 4 - Le terme de « membres supplémentaires » gagnerait en précision, même si on peut admettre que ce pourront être des personnes individuelles. Mais dans ce cas sur quel (s) critère(s) se basera-t-on pour le faire ? Et pourquoi ne serait-ce pas des associés individuels des membres nationaux, membres individuels ou représentants des membres institutionnels de la Société, w leur nombre non négligeable, qui accompliront cette mission (rapports avec le BIT et avec des pays (effectivement ou valablement) non représentés au sein du Comité exécutif.

5 - Le mode de scrutin (majorité simple des votants) peut être revu en faisant prévaloir la participation effective des membres présents à la réunion du Comité. Dans ce cas, il serait plus approprié que la « majorité absolue » prévale, à moins d'interpréter le mode actuellement choisi comme tel.

Article .9

Option A

1 - Au cas où l'accord se ferait sur cette option, il y aura lieu aussi de préciser que la réélection du Secrétaire général et du Trésorier n'excédera pas au maximum trois sessions du congrès mondial (3 ans x 3 : 9 ans), tout en tenant compte des différentes éventualités de cessation des fonctions de ces deux responsables de l'administration et de la gestion de la Société .

Toujours sous ce paragraphe et en se reportant au «1» de l'option «B», on relèvera que dans la première option, les candidatures devront être soumises au Secrétaire général « quatre mois» suite à un appel par celui-ci fait «six mois» seulement avant la tenue du Congrès mondial. Tandis que dans la seconde option l'appel à candidature est fait « dix-huit mois» et les réponses devront parvenir « trois mois « avant la réunion de Comité exécutif qui se tient normalement l'année précédant celle d'un Congrès mondial, ce qui veut dire que dans ce deuxième cas figure des tractations seront plus favorisées, sinon encouragées, que dans la première situation !

Option B

4- Toujours suivant une comparaison édifiante entre les deux options, il s'avère que le président peut être homme ou femme, alors qu'une telle précision ou distinction n'est pas prévue dans l'option précédente !

6 et Article 10- 2- Si, pour les paiements qui couvrent l'administration courante de la Société, le pouvoir de signature est attribué à la fois au président, au Secrétaire général et au Trésorier, il n'est prescrit aucune règle de coordination permettant d'éviter, autant que faire se peut, des chevauchements de compétences ou des « agencements de gestion financière » .

Article 11 - Pour plus de transparence, il conviendrait de préciser qui pourront faire office de « vérificateurs » aux comptes, leurs qualité (s) et compétence (s).

Article 14 - 2 - Le « membre », prévu par cette disposition, gagnerait à être précisé, à moins de renvoyer expressément aux dispositions des trois premiers paragraphes de l'article 3 du projet des Statuts révisés.

Article 17 - 1 - Il serait plus pertinent d'opter pour un délai, fut-il succinct, ou pour un autre terme moins vague que celui d'« immédiatement », par exemple « des l'adoption des présents Statuts » .

Voilà, en définitive, quelques réactions suscitées par une lecture attentive des dispositions des statuts à réviser, en espérant par là avoir utilement contribué à leur bonne compréhension, sinon à l'amélioration de leur rédaction. Il va sans dire que certains questionnements et les quelques réflexions très brièvement évoqués dans ce cadre rendent nécessaire l'élaboration et l'adoption par le Comité exécutif d'un « règlement intérieur », complément indispensable aux nouveaux statuts.

Observaciones de la Asociación Argentina de Derecho del Trabajo y Seguridad Social

Observations de l'Association Argentina du Droit du Travail et de la Sécurité Sociale

Observations made by the Argentinean Association of Labour and Social Security
Law

Ricardo A. Guibourg

Buenos Aires, 25 de febrero de

2002

Señor Presidente de la

A.A.D.T.S.S.

Dr. Antonio R. Vázquez Vialard

S/D

Tengo el agrado de dirigirme a Ud. A fin de responder la consulta que la Comisión Directiva me hiciera el honor de dirigirme en relación con la nueva propuesta de reforma a los estatutos de la Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social.

Consideraciones generales

Como en ocasión de la consulta anterior, tengo un objeción relativa al sentido político general de la reforma propuesta, que tiende a restar atribuciones a la Asamblea General a favor del Consejo Ejecutivo. Comprendo los motivos que el proyecto contiene (composición aleatoria de la Asamblea según el lugar de su reunión, dificultad para determinar el número de votos de cada país, igualdad entre los miembros del C.E.. Sin embargo, estas circunstancias, presentes en la vida de cualquier asociación internacional sólo justificarían algunas medidas preventivas, como exigir que las propuestas de reforma del Estatuto sean aprobadas previamente por el C.E: o disponer un trámite de postulación de candidaturas previo a la reunión de la Asamblea. El proyecto sin embargo, cercena lisa y llanamente la facultad de la Asamblea para elegir a quienes han de llevar adelante el gobierno de la entidad y hasta para examinar las solicitudes de reducción de contribuciones. El argumento de la mayor representatividad democrática del C.E. queda invalidado, a su vez, por el hecho de que el proyecto establezca que el propio Comité Ejecutivo puede designar miembros adicionales (art. 7, inciso 4). De esta manera, la SIDTSS deja de ser una entidad gobernada democráticamente para convertirse en un mecanismo de cooptación semejante a las academias.

Es cierto que algunos especialistas de alto nivel, que se encuentran frecuentemente en los

Congresos y conservan relación con los organismos internacionales, pueden gobernar la SIDTSS con honestidad y de manera apropiada a sus objetivos; pero esto vale tanto como sostener el principio del gobierno aristocrático, ha tiempo desterrado del pensamiento político aunque no de la práctica efectiva. Creo que una asociación, ya sea de instituciones o de personas, no puede diseñar procedimientos que le garanticen un buen gobierno pero sí métodos que tiendan a facilitar esa ventaja: la

representatividad en la designación de los gobernantes y la transparencia que ayude a controlar su desempeño.

En el mismo contexto, aunque con menor énfasis, no creo conveniente conferir facultades

Ejecutivas al Presidente Electo, especialmente si la suavidad de la transición – que esa institución parece destinada a facilitar ha de obtenerse al precio de que el presidente sea pura y simplemente cooptado por el Comité Ejecutivo o bien al de adelantar tanto su elección que ésta pierda gran parte de su relación con las condiciones en las que el nuevo presidente haya de cumplir su mandato. Por otra parte, es tradicional en la Sociedad que la continuidad repose en la figura del Secretario General, cuya reelección es expresamente autorizada.

Observaciones particulares

Art. 1: No tengo observaciones que formular a la mayor especificación prevista en el propuesto inciso 2.

Art. 3: Inciso 1. Estoy de acuerdo con la limitación de un miembro nacional por país.

Observo, sin embargo, que los criterios para el reconocimiento cuando haya más de una solicitud son “su compromiso con los objetivos de la Sociedad y su capacidad (par) a participar activamente en sus actividades”. Es decir que la competencia entre dos entidades nacionales se dirime desde el punto de vista de la Sociedad Internacional, sin tomar en cuenta datos básicos como el número de miembros cotizantes de cada entidad o las actividades que efectivamente cada una lleve a cabo en el ámbito local. Aunque comprendo la importancia de los criterios sustentados, el hecho de que sean los únicos crea una situación proclive a las razones de amistad, conocimiento o camaradería entre especialistas antes que a los méritos locales de cada entidad nacional. Recuerdo que, hace veinte años, la propia AADTSS debió sobreponerse a este tipo de mecanismos para lograr su reconocimiento como miembro nacional de la Circulaire

Inciso 2. Me parece bien que los miembros individuales de SIDTSS sean en adelante designados por el Comité Ejecutivo y no por el Presidente y el Secretario General; pero creo que sería una buena política restringir ese tipo de designaciones y tender en cuanto sea posible a unificar la representatividad de la institución con el carácter de sociedad de asociaciones nacionales, como indica el artículo 4.

Inciso 3. Es correcto establecer el nivel en el que hayan de pertenecer a SIDTSS las entidades distintas de los miembros nacionales, que sería conveniente dar al inciso una redacción que deje en claro que todas esas entidades, y no sólo los institutos de investigación, deben ser admitidos por el C.E. como requisito para convertirse en miembros institucionales de la Sociedad.

Art. 5: Si las atribuciones que antes se referían al Presidente y al Secretario General en conjunto quedan ahora reservadas al Comité Ejecutivo, no hay razones para introducir, como nuevo órgano, la “Mesa del Comité Ejecutivo”. Este argumento se ve reforzado por el hecho de que el proyecto no prevé competencia alguna para esa Mesa. Creo que sería mejor suprimir simplemente el inciso o el texto actual y dar por sentado que, como sucede en innumerables asociaciones, el Presidente y sus colaboradores inmediatos que residan en las cercanías han de reunirse para trazar políticas y resolver problemas menores durante los recesos del Comité Ejecutivo y ad referendum de él.

Art. 6: Estoy de acuerdo con la reforma propuesta.

Art. 7: Inciso 1. Estoy de acuerdo con la reforma propuesta, salvo en cuanto incluye al Presidente Electo y a los presidentes honorarios. Respecto del primero, ya he dado razones en las consideraciones generales. Los presidentes honorarios, por su parte, se designan precisamente por razones honoríficas y no para conferirles funciones ejecutivas, que deben reservarse a los representantes electos.

Inciso 2. Estoy de acuerdo con la propuesta, que se limita a institucionalizar una práctica.

Sin embargo, este último argumento podría indicar que la reforma es innecesaria.

Inciso 3. No tengo observación que formular.

Inciso 4. No estoy de acuerdo – por decirlo suavemente – con la reforma que se propone, en cuanto confiere al C.E. la facultad de designar a un número indeterminado de sus propios miembros. Si el Comité Ejecutivo ha de representar también a los países que carecen de asociación nacional reconocida, lo correcto es proponer los miembros individuales a la decisión de la Asamblea General.

Inciso 5. Sugiero mantener el texto del actual inciso 4, en consonancia con la observación

formulada al inciso 1.

Art. 8: Esta cláusula es innecesaria y perjudicial a la representatividad del C.E.; la “diversidad de perspectivas internacionales” ya está suficientemente asegurada por la composición del C.E.: Destaco, por otra parte, que esta cláusula del proyecto de reforma, sumada a la del artículo 7 inciso 4, implica que el Comité Ejecutivo puede decidir que sí que una persona o institución determinada ejerza la Vicepresidencia sin intervención alguna de la Asamblea en cualquiera de las etapas de tal designación.

Art. 9: Ninguna de las alternativas parece apropiada. Si la dificultad reside ante todo en la composición aleatoria de las Asambleas, sería posible instrumentar el voto por correo fuera de las asambleas (algunas instituciones internacionales así lo hacen). Pero, sin necesidad de esto, podría establecerse un procedimiento de propuestas de candidaturas parecido al del inciso 1 de la opción A. Por ejemplo, las candidaturas se propondrían al C.E. con seis meses de anticipación a la Asamblea y propio C.E. (o un comité de candidaturas, como el que funciona en la Asociación Internacional de Filosofía Jurídica y Social (IVR), se expida acerca de ellas y formule a la Asamblea la propuesta oficial, sin perjuicio de que la Asamblea, en caso de controversia, vote entre los candidatos que sus asistentes sostengan entre los previamente propuestos al C.E..

Sin perjuicio de esto, es positivo prever que el Presidente nombre Secretario General o Tesorero interinos en caso de vacancia, ya que estos cargos deben mantenerse en actividad constante. Tales designaciones se harían ad referendum del Comité ejecutivo y durarían hasta que la siguiente Asamblea designase a los nuevos funcionarios.

En caso de vacancia de la Presidencia, uno de los vicepresidentes debería reemplazarlo:

Para eso sería adecuado que hubiese al menos un Vicepresidente 1o entre los designados

Con esa categoría. El presidente electo debería eliminarse como tal: el nuevo presidente comenzaría a ejercer el cargo a partir de su elección por la Asamblea General, aunque de hecho su nombre fuese previsible desde tiempo atrás. En este sentido, estimo que la perspectiva de una elección sorpresiva por la Asamblea es un riesgo democrático que sólo se corre cuando el Comité Ejecutivo no ha tomado en cuenta las condiciones reales de la elección.

Art. 10: Inciso 1. Es correcto exigir al Tesorero un informe financiero ante cada reunión del Comité Ejecutivo, pero también debería hacerse un informe a la Asamblea. No concuerdo con la supresión de la cláusula actual que establece que el Tesorero es designado por la Asamblea.

Inciso 2. Sin cambios.

Art. 11: Está bien que el Comité Ejecutivo acepte los informes del Presidente del Secretario General y del Tesorero en cada una de sus reuniones; pero todo lo actuado por tales funcionarios debería ser sometido a su vez a la Asamblea cada vez que ella se reúna.

Art. 13: No hay objeción que formular a la mayor especificación de las actividades a proyectar.

Art. 14: Es correcto suprimir el actual artículo 14, ya que el Consejo Consultivo en él previsto carece de utilidad práctica como institución permanente.

El artículo 14 del proyecto equivale al 15 actual, pero estimo preferible dejar el texto original. El nuevo inciso 3 sólo obliga al C.E. a someter a la Asamblea las decisiones que tiendan a aumentar las cotizaciones, pero no las que decidan reducir su monto en “casos especiales debidamente justificados”. Estos últimos podrían aceptarse ad referendum de la Asamblea.

Art. 16: Considero prudente la cláusula según la cual toda propuesta de revisión del Estatuto deba ser previamente aprobada por el Comité Ejecutivo; pero este juicio sería inverso si el C.E. fuera investido con las atribuciones previstas en el proyecto, ya que, en tales condiciones, este artículo serviría para consolidar permanentemente el principio aristocrático y el mecanismo de cooptación.

Art. 17: No hay objeción que formular.

Art. 18 (actual): Esta norma dispone: “Las personas que hubiesen sido admitidas en calidad de miembros de la Sociedad a la fecha de la adopción de estos Estatutos revisados conservarán su calidad de tales. Si perteneciesen a un país en donde existe una asociación nacional afiliada a la Sociedad, esta última afiliación sustituirá a la de los ex miembros individuales”. El proyecto no contiene artículo alguno con este texto que, sin embargo, parece conveniente mantener, reproducir o reformular. El principio a mantener es que los miembros individuales tienen por función extender la SITSS a territorios donde no existen aún miembros nacionales, lo que es conveniente

como solución transitoria mientras se fomenta la creación de entidades locales. Si tal principio se abandona, como cada miembro individual tiene un voto y se proyecta además un Comité Ejecutivo con facultades para nombrar miembros individuales y hasta convertirlos en vicepresidentes, es posible prever un futuro en el que la Sociedad Internacional constituya un club exclusivo

de personas individuales dotado de una caja de resonancia mundial.

En la esperanza de que las observaciones formuladas tengan alguna utilidad, solicito al señor Presidente que me tenga por expedido, quedo a su disposición para cualquier ampliación o aclaración y lo saludo cordialmente.

Firma

Ricardo Guibourg